



Déclaration liminaire SUD éducation Paris

CSA DU 13 JUIN 2023

Si nous devons faire un bilan de la rentrée, nous reprendrons l'expression d'un des agents du rectorat lui-même qui parle de "bateau-ivre", sans malheureusement le côté euphorisant de l'ivresse pour celles et ceux qui sont embarqué·es dans les cales dudit bateau. En effet, rien ne semble avoir été anticipé et ce sont les élèves et les personnels de l'Académie qui en font les frais : problèmes d'affectations pour les personnels, en particulier pour la centaine de personnels compléments de temps partiels subissant une maltraitance institutionnelle, et entraînant un stress énorme pour les personnels en temps partiel que ces personnes complètes, ainsi que les élèves et leurs familles. Mais aussi, les problèmes d'affectation d'élèves. Ou encore l'absence de réponse aux personnels de nombreux services du rectorat. Y a-t-il encore un pilote dans l'avion au rectorat ?

Les ministres changent, la politique du ministère elle ne change pas et cela finit par se voir. Notre nouveau ministre a beau avoir promis qu'il y aurait un·e enseignant·e devant chaque classe, de nombreuses classes n'ont pas eu cette chance. De plus, près de 900 élèves parisiens n'étaient pas affectés le jour de la rentrée : 189 élèves en filière générale, 141 en filière technologique, et 530 élèves de voie professionnelle dont 190 élèves sortant de 3e qui n'ont pas eu d'affectation. En fermant plus de 200 classes et 7 lycées dans Paris, le rectorat a fait le choix d'alourdir les effectifs des classes, de surcharger de nombreuses classes et de compliquer l'affectation des élèves, qui ratent alors leur rentrée.

La pénurie de personnels d'enseignement et d'éducation règne : professeur·es des 1er et second degrés, AED, AESH, infirmiers et d'infirmières, assistant·es sociaux, psychologue scolaire, enseignant·es spécialisé·es etc ...

Le remplacement d'enseignant·es sera encore très compliqué cette année tant le recrutement de nouveaux enseignants a été faible. Le ministère et son bras droit, le rectorat, misant sur les remplacements de courte durée via le PACTE, largement rejeté par les enseignant·es.

Car les enseignant·es ne veulent pas et ne peuvent pas travailler plus. Ils veulent travailler dans des conditions décentes, pouvoir suivre leurs élèves au mieux dans des classes à effectifs raisonnables, prendre le temps d'adapter leur pédagogie à leurs élèves, et ce pour un salaire décent.

La communication ministérielle est mensongère : le pacte n'est pas une revalorisation. C'est, de plus, encore un moyen d'accroître les inégalités salariales entre les personnels : hommes-femmes, valides-handicapés, vieux/vieilles - jeunes ... Le pacte est une façon d'acter la baisse de moyens alloués à l'éducation nationale puisqu'en demandant aux enseignants de travailler plus, les académies ne recrutent pas et les viviers de remplaçant·es disparaissent.

Les mesures dites « socle », elles, ne représentent qu'une augmentation de 5,5 % du salaire en moyenne. Or face à l'inflation, près de 70 % des collègues vont perdre en pouvoir d'achat, mais qu'importe, quand il s'agit d'obliger le plus grand nombre à travailler plus pour gagner plus, il est important de créer un besoin...

Aucune des dispositions prises par le gouvernement n'améliore non plus les conditions de travail des AED et AESH. La CDIisation des AED et AESH n'est pas une mesure à la hauteur des enjeux de ces métiers : un seul indice est prévu pour les collègues AED en CDI. La grille indiciaire des AESH a été revalorisée mais la montée en indices des 1ers échelons qui correspondent aux neuf premières années d'exercice est ridicule. Pour les collègues aux plus bas échelons, c'est toujours une rémunération sous le seuil de pauvreté qui les attend chaque fin de mois. Rappelons que SUD éducation Paris revendique la création d'un statut pour les AED et AESH et des revalorisations salariales conséquentes.

Les élèves ont fait leur rentrée dans des bâtiments qui ne répondent pas aux chaleurs extrêmes que nous subissons : les températures dans les salles cette dernière semaine, jusqu'à 40°C dans certains établissements, sont intenables pour étudier. Les problèmes d'ouverture de fenêtres et d'aération, d'absence de store ou rideaux fonctionnels, et globalement d'architectures pensées pour lutter contre les grosses chaleurs se relèvent très problématiques, même pour les bâtiments les plus récents, et mettent en danger la santé des personnels et des élèves. Ces problèmes d'aération sont pourtant signalés depuis 2020 dans les établissements et perdurent toujours. Avec l'épidémie de COVID qui reprend, ce sont encore une fois personnels et élèves qui vont en faire les frais, qu'importent les conséquences possibles (covid long, diabète infantile, dégénérescence vasculaire cérébrale...) sur lesquelles de nombreux spécialistes alertent.

En cette rentrée scolaire, le président Macron annonce des mesures déjà engagées : l'utilisation de 500 millions d'euros parmi les 2 milliards du Fond vert pour rénover le bâti scolaire. Ce serait au moins 40 000 écoles qui seraient rénovées avec ces fonds, soit 12 500€ par école. De qui se moque-t-on ? L'augmentation des effectifs pose également de sérieux problèmes dans plusieurs établissements dont la taille des salles ne permet pas d'accueillir convenablement les élèves et de permettre aux enseignant.es de travailler sereinement : le climat scolaire passe aussi par ça.

Si SUD éducation Paris se félicite du retour du bac en Juin, demandé par l'ensemble des organisations syndicales depuis 2019 et la réforme Blanquer, nous regrettons néanmoins les annonces ministérielles très tardives du report des épreuves de spécialité. Cela montre le manque d'anticipation et de vision

du ministère. SUD éducation Paris déplore également des mesures ministérielles qui vont à l'encontre des libertés de choix des élèves. L'intégration du séjour de cohésion du SNU, un des piliers du projet pédagogique de la classe engagée permettrait "d'acquérir les connaissances et les réflexes utiles face aux risques et menaces", rien de moins... Les séjours, présentés ouvertement comme un moyen de recrutement de l'armée, n'ont pas leur place à l'école. Le concept de la classe engagée est lui aussi inquiétant, et l'exemple la création d'une classe "Défense et Sécurité Globale", en partenariat avec la garde républicaine, au collège Flora Tristan l'est également. Dans la même veine, SUD éducation Paris dénonce la réforme du lycée professionnel, orchestrée pour satisfaire le bon vouloir des entreprises, à l'encontre d'un lycée égalitaire et émancipateur.

L'autre mesure, largement médiatisée, est l'interdiction de l'abaya. Elle ne sert pas seulement à détourner l'attention médiatique des problèmes de l'école, mais elle révèle une islamophobie et un racisme d'état qui, de fait, fabrique et diffuse l'idée qu'il y aurait un problème musulman et fait de ces dernier-ères des boucs-émissaires bien pratiques en temps de crise.

La police du vêtement à l'école entraîne déjà de nouvelles dérives. L'uniforme réglerait tout, nous bassine-t-on sur les plateaux médiatiques, comme si ce dernier permettait de gommer les inégalités sociales dans un pays où la fracture sociale n'a jamais été aussi forte, conséquence des politiques menées par le gouvernement Macron qui ont renforcé les inégalités, augmenté le revenu des plus riches tandis que les services publics et les prestations sociales qui bénéficient surtout aux plus pauvres et aux plus défavorisés ont largement diminué.

Pour cette nouvelle année, SUD éducation Paris souhaite que les personnels soient respecté-es. Que la difficulté croissante de leurs conditions de travail soit reconnue. Et donc qu'on n'exige plus de leur demander de fonctionner avec plus d'élèves qui ont des besoins particuliers sans prise en charge particulière, de fonctionner avec moins de remplaçants, moins d'enseignants spécialisés, moins de personnel médico-social mais avec des surcharges de travail administratif, des dossiers et demandent institutionnelles à n'en plus finir.

Pour cette année, SUD éducation Paris demande la fin du management entrepreneurial et de la culture du résultat (ou pseudo résultat) qui va avec la multiplication des évaluations en tout genre.

Pour cette année, SUD éducation Paris demande des revalorisations de traitements sans contrepartie de travail supplémentaire, une vraie politique sociale pour les personnels. Des personnels du rectorat de Paris sont en effet actuellement sans domicile avec leurs enfants, d'autres vivent ou ont vécu dans leur voiture ou ballottés à droite à gauche. C'est intolérable et indigne !

Tout comme il est indigne de brandir l'inclusion à tout va sans s'en donner les moyens, sans en donner les moyens aux personnels et aux élèves, à TOUS·TES les élèves.

Et ce n'est pas en supprimant des classes et des filières, en mutualisant les AESH, en décimant les RASED, en diminuant la durée d'aide en UPE2A, en fermant les yeux sur différentes problématiques telles que les élèves sans domiciles fixes ou en situation de mal-logement que le service public d'éducation sera équitable et donc réellement inclusif.